



ICSW

POLITIQUES DE PROTECTION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL: POUR UNE ÈRE NOUVELLE

Manifeste du CIAS - ICSW à
soumettre au Deuxième Sommet
Mondial pour le Développement
Social 2025

PRÉAMBULE

Nous, le Conseil International d'Action Sociale (CIAS-ICSW), soumettons ce manifeste aux Nations Unies, réaffirmant notre engagement à promouvoir la dignité humaine, le bien-être, la justice sociale et des politiques inclusives dans le monde entier. Le bilan du Sommet Mondial pour le Développement Social (SMDS) de 1995 à Copenhague a donné lieu à un programme de transformation qui met l'accent sur des solutions structurelles aux principaux défis sociaux de son époque. Pourtant, alors que le premier quart du XXI^e siècle touche à sa fin, le monde continue d'être aux prises avec une série de défis complexes, liés entre eux et, bien souvent, cumulatifs: instabilité socio-économique, crises environnementales, progrès technologiques rapides et méfiance croissante à l'égard des institutions.

Les profondes mutations et perturbations dans ces domaines sont devenues des caractéristiques déterminantes de cette nouvelle ère, exigeant des stratégies d'adaptation et des réponses politiques innovantes.

L'inégalité croissante au sein des pays et entre eux a de profondes conséquences sociales, économiques et politiques, exacerbant les divisions sociales et réduisant la cohésion sociale dans son ensemble. À mesure que les disparités de revenus se creusent, les personnes appartenant aux groupes à faibles revenus rencontrent de plus en plus de difficultés à accéder aux services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé et le logement. Cela crée un cycle de désavantages qu'il est difficile de briser, entraînant une pauvreté persistante et limitant la mobilité sociale. En outre, à mesure que les opportunités économiques se concentrent sur les riches, la classe moyenne se rétrécit, entraînant une plus grande polarisation et affaiblissant le tissu social qui maintient l'unité des sociétés. La consolidation du pouvoir politique par les super-riches amplifie leur influence sur la gouvernance et facilite une plus grande accumulation de richesses, ce qui constitue une menace pour la démocratie, les droits de l'homme et la stabilité sociale.

Il n'a jamais été aussi urgent de respecter les engagements du sommet de Copenhague. Le Deuxième Sommet Mondial pour le Développement Social 2025, qui se tiendra prochainement à Doha, au Qatar, n'est pas une simple opportunité; c'est un appel à mesurer et à évaluer les progrès réalisés au niveau mondial, à reconnaître l'ampleur de nos échecs, à combler les lacunes dans la mise en œuvre et à aligner nos aspirations sur les réalités d'aujourd'hui, ainsi que sur les défis et les opportunités de l'avenir.

Nous devons prendre un nouveau départ et tracer une nouvelle voie pour aller de l'avant.

LE PAYSAGE ACTUEL

Les rapports des organisations affiliées au CIAS-ICSW dans le monde entier soulignent les effets négatifs du changement climatique sur la sécurité alimentaire, la santé et la vie humaine. Les privations matérielle et sociale sévères continuent d'augmenter au niveau mondial, touchant même les pays à revenu élevé et aggravant les conditions pour de larges segments des populations, y compris les groupes défavorisés et la classe moyenne. La hausse du coût de la vie et l'accroissement des inégalités ont plongé des millions de personnes dans la pauvreté, même dans les régions connaissant une croissance économique. Ces déséquilibres exigent plus que des mesures temporaires. Ils soulignent le besoin urgent de politiques inclusives, centrées sur les personnes, qui transcendent et renforcent la résilience aux crises émergentes.

L'évolution du paysage politique, marquée par la polarisation politique et l'impact disproportionné des médias sociaux motivés par le profit, en particulier chez les jeunes électeurs, a introduit une grande incertitude dans la gouvernance. Dans de nombreux pays, le mécontentement de l'électorat face aux promesses non tenues et aux compromis politiques a exacerbé les problèmes de cohésion sociale et de la défense du bien-être de la population.

Les modèles de démocratie, ancrés dans les principes fondamentaux et reflétant la manière dont les nations atteignent le bien-être, la stabilité et la cohésion sociale, doivent aussi être fondés sur la reconnaissance des spécificités culturelles et des environnements sociaux distincts des sociétés. Lorsqu'ils sont examinés dans leur globalité – au-delà d'un simple examen des systèmes électoraux – ces modèles doivent être adaptés au cas par cas aux traditions, aux cultures et aux contextes politiques des pays. Une telle approche garantit que les cadres démocratiques sont en résonance avec les expériences vécues et les valeurs de leurs populations, ce qui favorise la légitimité et la résilience des choix. La solidarité, définie par les liens sociaux qui unissent les individus au sein d'une communauté, est une valeur fondamentale qui doit être entretenue et transmise de génération en génération.

Pour réaliser leur contribution, les médias doivent donner la priorité à la promotion de politiques centrées sur les personnes et fondées sur les droits de l'homme, conformément aux principes établis par les Nations Unies dans le domaine social. La défense de ces priorités est cruciale, même dans un

contexte d'évolution politique défavorable tel que la volatilité électorale et la montée du populisme. À l'ère numérique, «la pensée en mode clip» – une tendance visible des individus à consommer l'information dans des formats fragmentés et faciles à digérer – s'est imposée comme une norme dominante.

Bien qu'elle soit pratique et rapide à diffuser, elle fait souvent obstacle à l'analyse des faits et à la pensée critique et facilite un engagement superficiel. Ce phénomène, amplifié par les plateformes de médias sociaux et les technologies numériques, est encore exacerbé par les bulles d'information, le « bruit d'information » omniprésent et d'autres distorsions qui caractérisent le paysage médiatique moderne. Cette dynamique suscite de vives inquiétudes quant à la fréquence des chambres d'écho et à l'érosion du discours analytique. Dans ce contexte, les médias, en tant que « quatrième pouvoir », ont un rôle crucial à jouer. Il est évident que des services de médias sociaux vérifiant les faits, transparents, vigilants et sécurisés sont essentiels pour favoriser des discussions informées et l'engagement civique. Une initiative de collaboration public-privé est nécessaire pour soutenir et renforcer de tels efforts.

La question des garanties sociales dans le contrat social – les obligations des gouvernements d'assurer le bien-être de leurs citoyens – est étroitement liée à l'offre de protection sociale et aux politiques inscrites dans les normes juridiques fondamentales d'une nation. Cette question est profondément ancrée dans les conceptions nationales de la citoyenneté et de ses dimensions sociales, reflétant le contrat social entre l'État et la population. Un contrat social fondé sur la participation est essentiel pour légitimer les institutions et garantir la durabilité des systèmes de protection sociale. Les politiques sociales, quant à elles, sont façonnées par l'interaction complexe de l'évolution sociale, historique, culturelle et économique. Cette dynamique met en évidence la nécessité d'une gouvernance adaptative, sensible au contexte, qui réponde efficacement à l'évolution des besoins et des aspirations de populations très diverses. Dans de nombreux pays, on reconnaît de plus en plus que les gouvernements doivent jouer un rôle plus proactif vis-à-vis du secteur privé, à la fois le soutenant et le réglementant, toujours en donnant la priorité au bien public.

En intégrant ces possibilités, les sociétés peuvent élaborer des modèles de gouvernance qui non seulement répondent aux défis immédiats, mais aussi jettent les bases d'un développement durable, inclusif et équitable. Les indicateurs économiques, tels que le PIB, le taux de chômage et l'inflation, fournissent des indications précieuses sur la santé financière d'une nation, mais sont des mesures insuffisantes du bien-être social. Ils ne permettent pas de saisir les aspects essentiels de la vie humaine, notamment la santé, l'éducation, la durabilité de l'environnement et la cohésion sociale. En outre, les indicateurs économiques ne rendent pas compte de la qualité des services sociaux, de l'engagement civique ou de la satisfaction de vivre, qui sont essentiels à une société prospère. Pour acquérir une compréhension globale du bien-être, les décideurs politiques doivent compléter les données économiques par des mesures sociales, psychologiques et environnementales qui reflètent les expériences vécues par les individus et les communautés.

Cela soulève des questions essentielles :

- Quels types de politiques sociales sont nécessaires pour une ère nouvelle ?
- Comment les décideurs politiques peuvent-ils trouver un équilibre entre les impératifs moraux et le pragmatisme afin de prioriser les objectifs sociaux et de les atteindre ?
- Et comment les priorités politiques peuvent-elles être réévaluées ou ajustées sans compromettre ces objectifs dans un monde en mutation rapide ?

Malgré les progrès réalisés dans certains secteurs, les politiques de protection sociale se limitent souvent à répondre à des besoins immédiats plutôt que de viser à provoquer un changement systémique. En mettant trop l'accent sur les dépenses à court terme, on risque de créer deux systèmes : l'un pour les marginalisés, financé par l'État et accablé, et l'autre pour les privilégiés, privé et exclusif. De tels clivages creusent les inégalités et détériorent la cohésion sociale. En outre, les réductions des dépenses publiques, souvent rendues nécessaires par les contraintes budgétaires, ont diminué les ressources allouées à la protection sociale, alors même que la demande continue d'augmenter. Dans de nombreux pays, les politiques d'endettement créent un cercle vicieux dans lequel les contraintes financières et les pressions extérieures empêchent les gouvernements de remplir leurs obligations en matière de droits de l'homme. Les mesures d'austérité motivées par la dette entraînent souvent le mécontentement de la population et des troubles sociaux.

Le CIAS-ICSW, une organisation non gouvernementale mondiale avec une forte présence nationale et une longue histoire dont il est fier de plaider pour une politique sociale intégrée et des programmes de protection sociale et d'action sociale efficaces, souligne que les allocations budgétaires pour ces programmes ne sont pas simplement des dépenses mais des investissements vitaux pour l'avenir ; en outre, ces investissements sont fondés de manière déterminante sur la solidarité sociale. La plupart des objectifs de développement social sont réalisables si et seulement s'il y a une volonté politique. Comme le dit l'adage, « quand on veut, on peut » – pour autant que la société reconnaisse l'importance cruciale de ces objectifs. La voie à suivre réside dans le courage politique de donner la priorité à ces investissements et de reconnaître leur pouvoir de transformation.

La participation est au cœur de services sociaux efficaces et réactifs. La participation renforce la transparence et la confiance, et favorise un sentiment de responsabilité partagée, garantissant que les services sociaux répondent aux défis et aux besoins réels plutôt que d'être conçus sur des a priori. En outre, la société civile sert de plateforme essentielle pour amplifier la voix des plus vulnérables, en veillant à ce que leurs préoccupations soient entendues dans le discours public. La mise en place ou le renforcement de mécanismes formels offrant à la population des occasions régulières de contribuer à la prise de décision de manière transparente et constructive rend les processus participatifs plus inclusifs et plus efficaces.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

1. UNE PROTECTION SOCIALE CENTRÉE SUR L'ÊTRE HUMAIN

Les programmes et services de protection sociale doivent être reconnus comme fondamentaux pour créer une société humaine. L'amélioration du bien-être humain et de la protection sociale devrait être le fondement du développement économique. Alors que les statuts juridiques et les définitions spécifiques varient d'un pays à l'autre, l'objectif universel reste de promouvoir le développement humain, de garantir la sécurité et de favoriser l'autonomisation. Un engagement commun en faveur du soutien mutuel et de la responsabilité collective reste fondamental dans toutes les régions du monde. En outre, cela est cohérent avec l'objectif concomitant de parvenir à une protection sociale universelle (PSU), qui englobe des fonctions de protection, de prévention et de développement.

2. INTÉGRATION DES POLITIQUES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Les politiques de protection sociale sont essentielles au bien-être des individus et des communautés, mais elles doivent être intégrées à des politiques économiques plus larges. Un cadre global est nécessaire pour inclure la réduction de la pauvreté, le plein emploi, la protection sociale universelle et l'accès aux services essentiels. Négliger les dimensions sociales des politiques économiques nuit au développement durable et équitable. Les gouvernements ne doivent plus limiter leur vision des politiques sociales comme étant des filets de sécurité, mais reconnaître leur rôle dans la promotion d'environnements économiques durables, en particulier à la lumière de la crise climatique qui menace les communautés du monde entier.

3. DES POLITIQUES SOCIALES INNOVANTES

Les défis complexes d'aujourd'hui exigent des politiques sociales innovantes, participatives et flexibles pour faire face aux crises convergentes. Les gouvernements doivent intégrer d'emblée les dimensions sociales dans les politiques macroéconomiques, en veillant à ce que le développement économique profite à tous les membres d'une société. Les politiques nationales doivent répondre aux transitions démographiques, telles que les migrations et le vieillissement, en favorisant une approche intergénérationnelle et en renforçant la solidarité entre les générations. Nous devons promouvoir le dialogue entre les générations, en cherchant des formes et des méthodes de communication appropriées pour les générations plus âgées et plus jeunes. Dans le même temps, les politiques nationales doivent veiller à ce que la transformation numérique rapide, induite par la croissance exponentielle des technologies de l'information et de la communication, réduise les fractures numériques au lieu d'en créer de nouvelles, et autonomise les individus au lieu de les marginaliser.

DOMAINES D'ACTION CLÉS

Quatre domaines prioritaires devraient guider les stratégies futures :

A. FAIRE FACE AUX CONSÉQUENCES SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique n'est pas un phénomène isolé ; il amplifie les vulnérabilités. Ses effets touchent souvent de plein fouet les personnes les moins bien équipées pour s'adapter. Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les régions vulnérables, notamment en Asie du Sud et en Afrique australe, menaçant l'agriculture, la santé et les moyens de subsistance. L'intégration de la durabilité environnementale dans les politiques économiques et sociales est essentielle pour protéger les communautés des défis induits par le climat. Il est impératif que toutes les parties prenantes, y compris la société civile, se concentrent sur la pleine mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en renforçant la solidarité et l'action collective.

B. PROMOUVOIR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

Le développement social ne peut s'épanouir sans un développement économique qui profite à tous ; la croissance économique inclusive est une condition préalable à la durabilité. Les politiques doivent donner la priorité aux groupes marginalisés – les femmes, les jeunes, les minorités ethniques et les personnes ayant des handicaps – en garantissant un accès équitable aux ressources, aux opportunités, aux services et aux moyens de subsistance. Les gouvernements disposent d'une vaste boîte à outils : fiscalité progressive, droit du travail et salaires équitables, investissements stratégiques dans les soins de santé, l'éducation et le logement, qui peuvent réduire les écarts de richesse et ouvrir la voie à la stabilité et à la cohésion sociale.

L'expansion rapide des technologies numériques, y compris l'intelligence artificielle générative (IA), présente à la fois des opportunités et des défis pour les décideurs politiques et la société civile. La transformation numérique a le potentiel d'augmenter et de diversifier la participation. Cependant, les pays doivent naviguer dans les complexités de la transformation numérique tout en répondant à ses impacts sociaux, tels que la suppression d'emplois et la concentration des richesses.

La mise en œuvre de solides mesures de protection sociale pour les personnes touchées par les pertes d'emploi et la garantie d'une imposition équitable des profits générés par l'IA afin d'en redistribuer les bénéfices dans l'ensemble de la société sont des considérations essentielles.

C. LA PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE

La sécurité sociale est un droit humain fondamental, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU, 1948). Nous demandons instamment aux gouvernements de mettre en place des systèmes complets qui assurent la sécurité à chaque étape de la vie. Les garanties de base pour l'accès universel aux soins de santé essentiels et les garanties de revenu dans les situations de chômage, de vieillesse, de charge d'enfants, de handicap, de veuvage et d'état d'orphelins, de maladie et de maternité, sont des mesures qui protègent les individus contre les incertitudes de la vie tout en favorisant leur bien-être mental et physique et en leur donnant les moyens de participer aux activités productives de la nation. La protection sociale universelle n'est pas de la charité ; elle est fondée sur la justice et représente à elle seule le meilleur investissement qu'une société puisse faire dans sa population.

D. AUTONOMISATION DES PERSONNES

Les politiques doivent donner aux individus les moyens de participer pleinement aux dimensions économiques et sociales de la société. Cela implique de promouvoir une éducation de qualité, la formation professionnelle et l'apprentissage tout au long de la vie, en particulier pour les femmes, les jeunes, les minorités et les personnes ayant des handicaps. L'égalité des sexes, la création d'emplois et le soutien aux industries durables telles que les énergies renouvelables et l'agriculture durable sont d'une importance vitale.

L'éducation est essentielle non seulement pour remplir les engagements fondamentaux des objectifs de développement durable (ODD), mais aussi pour relever les normes éducatives et promouvoir une éducation de qualité. Elle joue un rôle crucial en encourageant la pensée critique et en relevant les défis croissants de la désinformation et de la mésinformation, qui sont devenus des préoccupations pressantes dans le monde d'aujourd'hui.

ORIENTATIONS POUR L'AVENIR

Les politiques de protection sociale doivent devenir des catalyseurs de l'équité et de la justice, en intégrant les objectifs sociaux dans des cadres macroéconomiques qui tiennent compte des dimensions environnementales et favorisent la coopération internationale. Des propositions fondées sur des données probantes peuvent aider les gouvernements à lutter contre la pauvreté, le chômage et les inégalités par le moyen de politiques de protection sociale efficaces. Ces politiques doivent contribuer à la réalisation du potentiel humain et ouvrir la voie à un système mondial juste, inclusif et durable.

Le Deuxième Sommet Mondial pour le Développement Social 2025 ne peut être un simple exercice de rhétorique. Il doit être un tournant. Des solutions pragmatiques et des compromis politiques constructifs sont essentiels pour faire face à la crise actuelle du coût de la vie, protéger les groupes vulnérables et inverser la baisse des indicateurs de bien-être. Cependant, soyons clairs : les compromis politiques ne doivent pas se faire au détriment de la dignité et des droits des personnes. Il est nécessaire de renforcer les dynamiques participatives, un élément clé pour garantir les droits de la population.

MULTILATÉRALISME ET COLLABORATION

La collaboration entre les parties prenantes, tant au niveau national qu'international, est essentielle pour relever les défis mondiaux communs. Il est tout aussi essentiel de favoriser cette collaboration au niveau international, où le partage des bonnes pratiques permet aux pays de tirer des enseignements des réussites et des échecs des uns et des autres dans la mise en œuvre de la politique sociale. La coopération régionale, souvent facilitée par les institutions multilatérales, permet aux décideurs politiques de relever des défis transfrontaliers tels que le contrôle des maladies infectieuses et les inégalités en matière d'éducation aggravées par la migration et la pauvreté. Bien que les institutions et les accords multilatéraux soient confrontés à des défis importants, il est essentiel de reconnaître que les défis mondiaux nécessitent des solutions mondiales.

Le multilatéralisme est indispensable pour relever les défis mondiaux communs, et le CIAS-ICSW soutient fermement la collaboration multilatérale dans les secteurs sociaux et au-delà. Par exemple, les pays ayant mis en place des réformes réussies dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la protection sociale peuvent servir de modèles que d'autres nations peuvent adapter à leur contexte. Comme le montre l'expérience du CIAS-ICSW, les accords multilatéraux régionaux peuvent promouvoir des normes uniformes, encourager le partage des ressources et le transfert d'expertise technologique et humaine, et aider à prévenir les disparités résultant des différentes capacités nationales. En fin de compte, l'efficacité du multilatéralisme dans l'élaboration de la politique sociale dépend de l'engagement des nations à mettre en œuvre les normes convenues de manière équitable et à tirer parti du soutien multilatéral de manière efficace. Grâce à ces actions, les pays peuvent renforcer leur infrastructure sociale et élargir les possibilités d'intégration pour tous.

La mise en place de solides mécanismes intergouvernementaux, tels que des réunions ministérielles régulières, peut renforcer la collaboration mondiale et garantir la responsabilité dans la mise en œuvre des politiques de protection sociale. Ces réunions devraient être basées sur une documentation de qualité et utiliser des méthodologies et des procédures de pointe.

v

En collectant des données précises et des prévisions pertinentes, en faisant des choix rationnels et en entreprenant une programmation opérationnelle efficace, ces mécanismes devraient promouvoir l'innovation, l'équité et l'efficacité. Nous croyons fermement que la protection sociale doit accomplir sa transformation : ne plus agir en réaction mais devenir un outil proactif stratégique pour le développement durable.

COLLABORATION ET COORDINATION AU NIVEAU MONDIAL

La collaboration et la coordination mondiales sont essentielles pour garantir un accès équitable aux biens et services sociaux publics fondamentaux. Une plateforme internationale solide pourrait servir de catalyseur à ces efforts, en facilitant l'accès universel aux soins de santé et en renforçant la sécurité sanitaire mondiale, en particulier dans la lutte contre les pandémies. Elle pourrait également promouvoir une éducation de qualité en comparant les approches locales et les normes mondiales, en garantissant un financement adéquat, la formation des enseignants et l'accès aux ressources éducatives. En outre, un système mondial de sécurité sociale pourrait garantir des socles de protection sociale pour tous, tandis que l'application des normes internationales du travail garantirait des conditions de travail justes et équitables. Une gestion mondiale efficace de l'eau permettrait de mieux protéger cette ressource essentielle, en assurant sa durabilité et sa distribution équitable.

En encourageant la coopération entre les agences gouvernementales et intergouvernementales, une telle plateforme pourrait également faciliter l'échange de recherches et de bonnes pratiques en matière de protection sociale, ainsi que la coordination avec les secteurs sociaux clés.

Dans cette optique, **la relance des réunions annuelles des Ministres de la Protection Sociale**, en s'appuyant sur des plateformes telles que la Commission des Nations Unies pour le Développement Social ou à l'occasion d'autres événements, peut donner l'impulsion nécessaire à la coopération mondiale en matière de protection sociale, en promouvant la dignité humaine, le bien-être, l'inclusion et la justice sociale, en traduisant en actions concrètes les engagements pris lors du sommet de Copenhague et ceux qui émergeront du Deuxième Sommet Social en 2025.

Le CIAS-ICSW est un membre fondateur de la Coalition Mondiale pour les Socles de Protection Sociale (Global Coalition for Social Protection Floors/GCSPF) et soutient activement cette initiative mondiale qui rassemble plus de 130 organisations de la société civile et qui vise à

atteindre une protection sociale universelle. Nous nous associons fermement aux professionnels du développement social, aux travailleurs sociaux, aux éducateurs et aux universitaires qui accordent une attention prioritaire à la sécurité sociale et au bien-être humain et agissent pour leur promotion. Ensemble, nous visons à atteindre une protection sociale universelle qui inclut des programmes et des schémas sensibles aux besoins des enfants. Nous plaidons fortement pour l'ouverture de discussions pratiques au sein de l'ONU afin de développer **un instrument international contraignant pour la protection sociale universelle.**

Le CIAS-ICSW estime qu'il est essentiel que la communauté internationale adopte des politiques sociales d'avant-garde, équitables et inclusives à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale. La dignité et la valeur humaines doivent guider ces politiques, qui doivent tenir compte des réalités du monde interconnecté d'aujourd'hui. Il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la méfiance pour briser les cercles vicieux qu'elle perpétue. Une société civile bien informée, active et engagée est essentielle au développement socialement durable, à la démocratie et à la réalisation des droits de l'homme. Investir dans une société civile forte, diversifiée et indépendante permet de jeter les bases de ces objectifs. La société civile joue également un rôle essentiel dans le renforcement de la sécurité, notamment en période de crise, où sa capacité à fournir une aide humanitaire est indispensable.

Dans le contexte actuel, il est impératif de concevoir des politiques sociales réalistes, mais audacieuses et durables. Des politiques sociales efficaces qui engagent de manière significative la population, les communautés locales, les entités régionales et la communauté mondiale sont essentielles pour promouvoir le développement durable et la cohésion sociale.

Le CIAS-ICSW est prêt à soutenir cet effort.



ICSW

Merci